

Effectifs cadres C et B : l'urgence !

La situation des effectifs C et B au niveau national est la suivante actuellement :

- **Pour la catégorie C**, le déficit au 1/09/2013 (après prise en compte des suppressions de postes intervenues au 1er septembre) atteint 545,6 dans la filière fiscale et 309,2 dans la filière Gestion Publique, soit **MOINS 854,8 C nationalement**.
- **Pour la catégorie B**, le déficit (toujours après prise en compte des suppressions de postes intervenues au 1er septembre) s'élève à 659 dans la filière Gestion publique et 593 dans la filière fiscale, soit **MOINS 1252 B nationalement**.

Cela veut dire que pour le gouvernement et la DG il n'y a pas assez de suppressions de postes! Ils aggravent la politique des suppressions de postes en se permettant de ne pas pourvoir tous les postes qui subsistent !

Dans notre département, après le mouvement national B gestion publique et après le projet national B filière fiscale, le déficit s'élève à :

- **45 C dans les Bouches du Rhône** (- 22,5 filière fiscale et – 22,4 filière G.P.)
- **23,6 B** (- 10 filière fiscale et – 13,6 filière gestion publique)

Résultat, quasiment tous les sites sont en déficit et certains dans une telle situation que des services entiers voient arriver la date du 1er septembre avec angoisse en se demandant comment ils vont pouvoir faire face. Il est clair que cela est de nature à pousser «naturellement» à la restructuration des services à compter du 1/09/2013 si rien n'est fait pour remédier à cette situation désastreuse.

Certes, l'action opiniâtre des élus en CAP nationale C et B menée en intersyndicale a obligé la DG à «lâcher» 500 recrutements sur la liste complémentaire C en octobre puis à annoncer le 10 juin encore 100 recrutements de C sur la liste complémentaire.

Concernant la catégorie B, elle a été obligée de concéder 149 recrutements supplémentaires au CIS puis elle s'est engagée «à ouvrir les démarches permettant l'appel de la liste complémentaire du concours externe B (16 postes B) et à réaliser un recrutement significatif par concours en 2014 et 2015».

Mais cela est très loin de faire le compte: il subsisterait en tout état de cause au moins 250 vacances C pour 2013 et 1087 vacances B ! Quant aux régularisations 2014 et 2015, c'est sans doute par des suppressions d'emplois accrues que la DG compte les réaliser!

Il est intolérable que dans le contexte actuel de suppressions massives de postes qui plonge tous les services dans le marasme, la DG les enfonce encore davantage en décidant de ne pas pourvoir tous les postes qui subsistent.

La DG doit pourvoir tous les postes vacants ! Au niveau national et du département !

C'est pourquoi la CGT appelle tous les agents à signer la pétition qui l'exige.

